

MINUSCA

en action 

Bulletin d'information de la MINUSCA | NUMÉRO 050 | DU 1^{er} AU 15 JUILLET 2017



Photo UN / MINUSCA

**LE PRÉSIDENT DE
LA CONFIGURATION RCA DE
LA COMMISSION DE CONSOLIDATION
DE LA PAIX SALUE LES EFFORTS DE
SECURISATION EN RCA**

<https://minusca.unmissions.org>

 MINUSCA

 UN_CAR

 UNMINUSCA

SOMMAIRE

4

**LE PRÉSIDENT DE LA CONFIGURATION
RCA DE LA COMMISSION DE
CONSOLIDATION DE LA PAIX SALUE LES
EFFORTS DE SÉCURISATION EN RCA**

6

**À BAMBARI, LA ROTATION DES FSI
RENFORCE LE SENTIMENT DE SÉCURITÉ
DES POPULATIONS**

8

**UNE CARAVANE DE LA PAIX POUR
SOUTENIR LES POPULATIONS
AFFECTÉES PAR DES VIOLENCES INTER-
COMMUNAUTAIRES**

11

**LA PRESSE CENTRAFRICAINE FORMÉE
À LA COUVERTURE DES PROCÉDURES
JUDICIAIRES**

12

**LE REPRÉSENTANT SPÉCIAL À
BANGASSOU POUR "TOUCHER LA
RÉALITÉ"**

DIRECTEUR DE PUBLICATION :

Hervé Verhoosel

RÉDACTRICE EN CHEF :

Uwolowulakana Ikavi-Gbetanou

EQUIPE RÉDACTIONNELLE :

Philippe D'Almeida, Ghislaine Atta,

Steve Reve Niko

PHOTOGRAPHIE :

Herve Serefio

MISE EN PAGE :

Francis Yabendji-Yoga

WEBMASTER

Francis Yabendji-Yoga

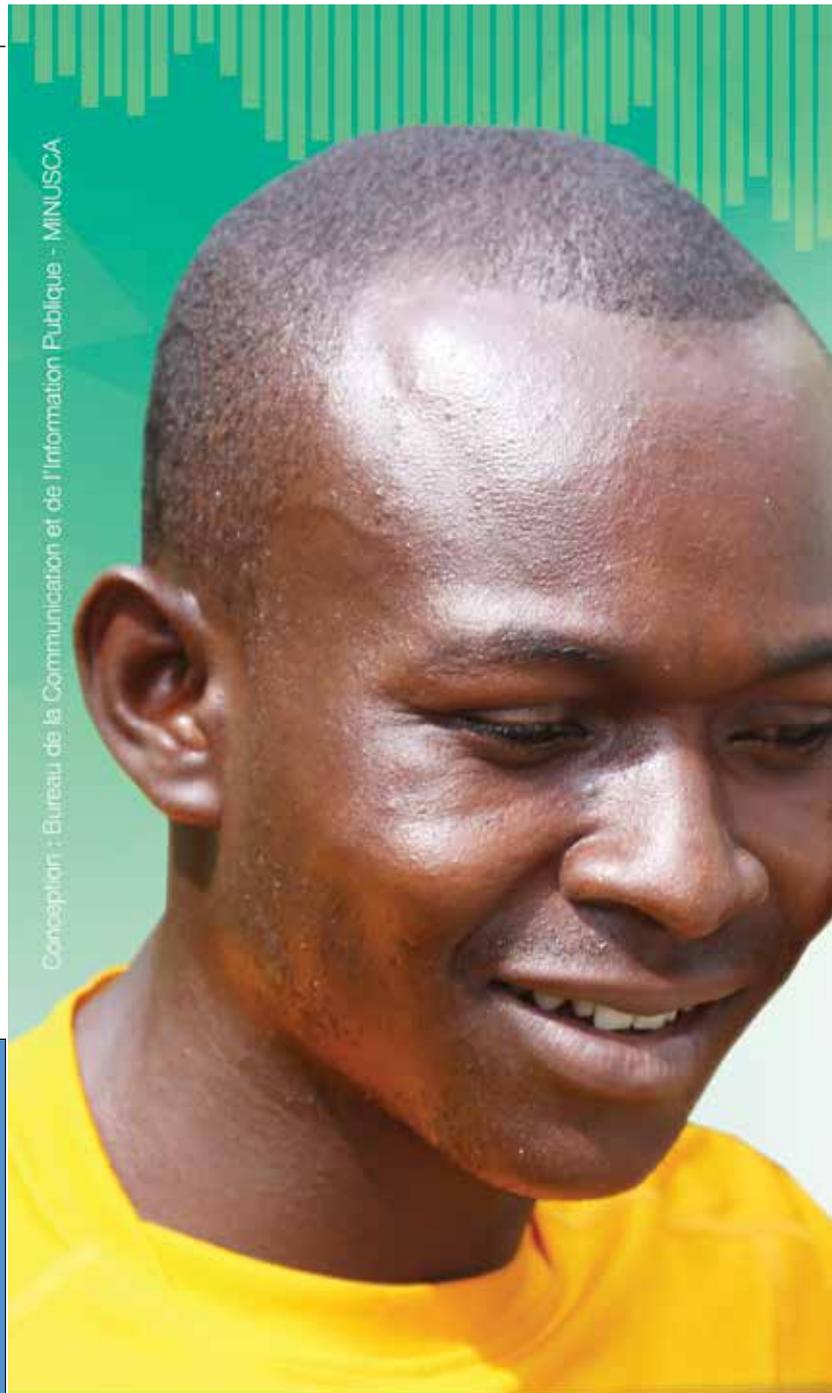
PRODUCTION :

Division de Communication

Stratégique et d'Information Publique MINUSCA

JUILLET 2017

Conception : Bureau de la Communication et de l'Information Publique - MINUSCA



Bangui | Bangassou |
Bossangoa | Bouar

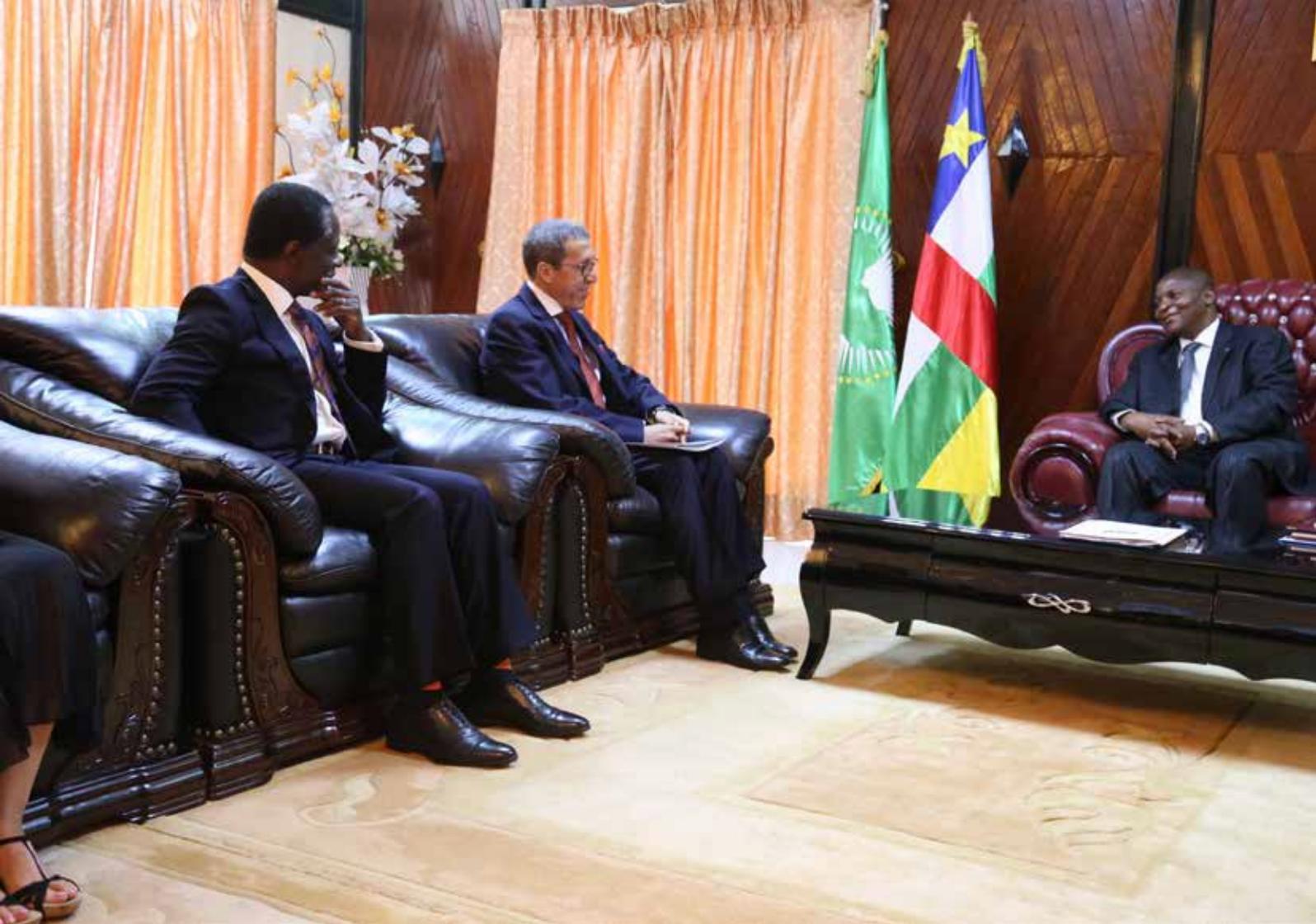


▶ GUIRA 93.3 FM

▶▶▶
Le devoir d'informer

Obo | Bria | Kaga-Bandoro | Bambari
| Paoua | Ndele | Birao | Berberati





LE PRÉSIDENT DE LA CONFIGURATION RCA DE LA COMMISSION DE CONSOLIDATION DE LA PAIX SALUE LES EFFORTS DE SÉCURISATION EN RCA

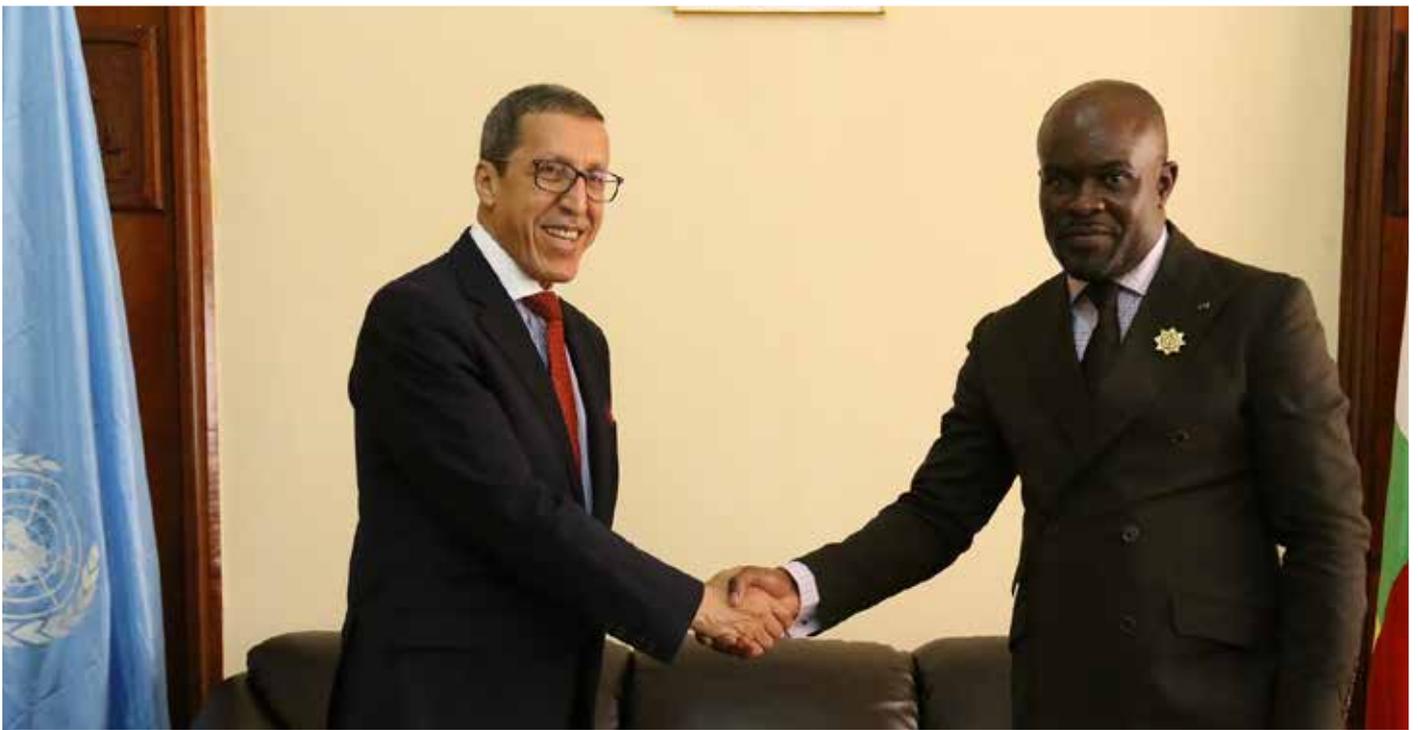
L'ambassadeur Omar Hilale, Représentant Permanent du Royaume du Maroc auprès des Nations Unies, a entamé, le 12 juillet 2017, en sa qualité de Président de la Configuration République centrafricaine (RCA) de la Commission de consolidation de la paix, une visite de travail de quatre jours en République centrafricaine.

Omar Hilale était accompagné dans cette visite, la troisième du genre, de la Représentante permanente de la République centrafricaine auprès des Nations Unies, Ambroisine Kpongo.

Accueilli par le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies et chef de la MINUSCA, Parfait Onanga-Anyanga, et la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations

Unies et Coordonnatrice humanitaire, Najat Rochdi, Omar Hilale a dit être venu s'« entretenir avec les hauts responsables du pays, la société civile, le gouvernement, le Parlement et la MINUSCA, en ces moments un peu difficiles. C'est une visite de dialogue, de consultation et d'écoute. »

À l'issue de l'entrevue qu'il a eue avec le Président centrafricain, Faustin Archange Touadera, au



Palais de la Renaissance, le diplomate a salué les efforts consentis par le gouvernement centrafricain dans le sens de la sécurisation du pays et a adressé aux groupes armés un message de fermeté en disant qu'ils ne peuvent «prendre en otage le processus politique. Il a transmis le même message en rencontrant le 1^{er} vice-président de l'Assemblée Nationale, Aurélien-Simplice Zingas, et le Premier Ministre, Simplicie Sarandji, au cours de la même journée. ■



À BAMBARI, LA ROTATION DES FSI RENFORCE LE SENTIMENT DE SÉCURITÉ DES POPULATIONS



Le 12 mars 2017, Bambari accueillait le Président de la République, Faustin Archange Touadéra. Cette visite pleine de symboles intervenait quelques jours après le déploiement historique, le 10 mars 2017, de 35 gendarmes à Bambari aux côtés de la MINUSCA, en appui aux deux seuls gendarmes restés sur la dizaine précédemment en poste ; six d'entre eux ayant péri dans une embuscade mortelle en octobre 2016 et les deux autres, ayant quitté la ville.

A la tête de ce premier contingent déployé, le chef d'escadron, Simplice Mafoutapa, avait salué le travail préalablement effectué par la Mission, qui a libéré la ville de l'influence des groupes armés, en l'occurrence, le mouvement pour l'Unité et la Paix en Centrafrique (UPC) et le Front Populaire pour la Renaissance de Centrafrique

(FPRC), qui constituaient une menace pour les populations civiles. « Avant notre redéploiement à Bambari, la MINUSCA a fait un travail remarquable. Mais le défi pour nous reste de gagner la confiance de la population et d'assurer sa sécurité en toute impartialité », avait déclaré Simplice Mafoutapa.

En quelques mois, les résultats sont tangibles : les habitants du chef-lieu de la Ouaka affirment se sentir plus en sécurité. « Ne plus voir des hommes en armes qui ne sont ni des forces étatiques ni de la MINUSCA, me rassure », explique Jean-pierre Kouzou, couturier. De plus, les barrières identitaires et géographiques se lèvent peu à peu pour laisser place à la reprise des activités économiques, comme en témoigne Madeleine Kouzou une déplacée interne au camp Alternative : « maintenant tout va de mieux en mieux à Bambari. Nous commençons à circuler librement dans la ville pour vaquer à nos occupations»

Depuis juin 2017, un deuxième contingent de Forces de sécurité intérieures (FSI) a été déployé à Bambari, dans le cadre de la rotation des effectifs. Pour le capitaine Donatien Zokokette-Zigbi qui le dirige, « le premier contingent, avec l'aide de la MINUSCA, a fait un travail remarquable. Le taux de criminalité a sensiblement baissé et nous sommes en train de leur emboîter le pas pour essayer de le réduire au maximum ». Et d'ajouter que l'une des solutions passe par « la multiplication des patrouilles conjointes dans la ville pour rassurer la population ». Le but étant de « montrer que nous sommes là, que nous occupons désormais le terrain.» Un avis partagé par le maire de Bambari, Abel Matchipata: « les patrouilles ont montré leur pleine efficacité dans la ville. La population se sent de plus en plus en sécurité mais ce sont des actions qu'il va falloir intensifier en dehors de la ville », a-t-il proposé.

EN BREF

■ **LE 14 JUILLET 2017**, le Conseil de sécurité s'est dit profondément préoccupé par la situation humanitaire qui règne dans le pays, notamment celle des réfugiés et des déplacés, près de la moitié des quelque 4,6 millions de Centrafricains ayant actuellement besoin d'aide humanitaire. Il enjoint de nouveau à toutes les parties d'autoriser et de faciliter le libre passage, dans de bonnes conditions de sécurité et sans délai, de l'assistance humanitaire destinée aux personnes qui en ont besoin.

■ **TRENTE-QUATRE OFFICIERS DE POLICE INDIVIDUELS (IPO)** nouvellement arrivés des pays suivants : Cameroun (3), Côte d'Ivoire (9), France (2), Guinée (1), Jordanie (1), Mali (11), Portugal (1), Rwanda (6), ont été reçus, le 03 juillet 2017, par le chef des opérations de la composante Police de la MINUSCA, le Commissaire Souleymanou Ngamsou. Ce dernier a présenté aux nouveaux venus l'environnement sécuritaire, avant de s'appesantir sur l'observance de la discipline, en application de la politique de tolérance zéro en matière d'exploitation et abus sexuels menée par l'ONU.

■ **ENTRE LE 5 ET LE 12 JUILLET 2017**, la Police de la MINUSCA transféré de Kaga-Bandoro à Bangui, sept détenus, dont trois pour crime de guerre, trois ayant participé à l'attaque contre la base de la MINUSCA le 1er juillet et le septième, pour vol qualifié. Ils ont tous été remis aux autorités judiciaires centrafricaines.

■ **ARRIVÉE À BANGUI LE 4 JUILLET 2017**, l'unité de Police constituée (UPC) 2 de la Mauritanie, forte de 140 éléments, a rejoint Bria où elle a été déployée suivant le plan opérationnel de la composante Police de la MINUSCA. L'arrivée de cette Unité porte ainsi à 12, le nombre total d'UPC de la Mission.

■ **POUR PALLIER TOUTE ÉVENTUALITÉ**, la Force de la MINUSCA maintient constamment sa collaboration avec les forces de sécurité gouvernementales, pour répondre à toute situation d'urgence. Ainsi, 331 patrouilles ont été menées dans Bangui de jour comme de nuit, du 6 au 11 juillet 2017, afin de renforcer l'ordre et la sécurité pour les populations.

■ **BAMBARI EST SOUS CONTRÔLE** des Forces de Sécurité Intérieure et de la Force de la MINUSCA. 822 patrouilles ont été effectuées du 05 au 12 juillet

2017 afin de s'enquérir de la situation des différentes localités de la préfecture de la Ouaka. La force continue d'effectuer des patrouilles robustes et des opérations de reconnaissance dans les alentours de Bambari. Lors de ces patrouilles, la force a enlevé les barricades et réduit les violences.

■ **LE 8 JUILLET 2017**, sous l'impulsion de la composante Police de la MINUSCA, s'est tenue l'assemblée générale constitutive du Réseau des femmes policières de Centrafrique (RFPCA). La création de cette structure répond aux nécessités de « créer un cadre d'échanges et d'épanouissement ; être un interlocuteur fiable de l'administration ; asseoir un cadre de défense et de promotion de leurs intérêts, tant sur le plan national qu'international ». Au terme des travaux, un bureau national de 14 membres a été mis en place.

■ **LES COMMANDANTS DES CONTINGENTS UNPOL** ont pris part, le 14 juillet 2017, à une formation délivrée par l'unité de Conduite et Discipline sur le thème des abus et exploitation sexuels. À cette occasion, le Commissaire de la Police MINUSCA, le Général de Brigade Roland Zamora, a insisté sur le devoir des commandants de contingents de sensibiliser leurs éléments sur la prévention des abus et exploitation sexuels. Il les a invités à propager la nouvelle politique des Nations Unies en la matière. La sensibilisation a aussi porté sur les mesures statutaires et disciplinaires, aussi que sur le devoir de rapporter toute inconduite, la responsabilité des différents commandements quant au bien-être de leurs éléments, et l'impact négatif des allégations sur les populations et sur l'image de marque de la mission.

■ **À L'INITIATIVE DE LA SECTION JUSTICE** et correction de la MINUSCA en collaboration avec l'ONG ANASPIC, un projet de formation des détenus sur le jardinage potager et la fabrication de savon a été lancé, le 11 juillet 2017 à Berberati. Durant quatre semaines, 50 détenus seront formés dans le cadre du jardinage potager et 30 autres dans la fabrication des savons. Après quoi, ils seront enseignés à la gestion d'un petit commerce, pour une meilleure réinsertion dans la société. ■

UNE CARAVANE DE LA PAIX POUR SOUTENIR LES POPULATIONS AFFECTÉES PAR DES VIOLENCES INTER-COMMUNAUTAIRES

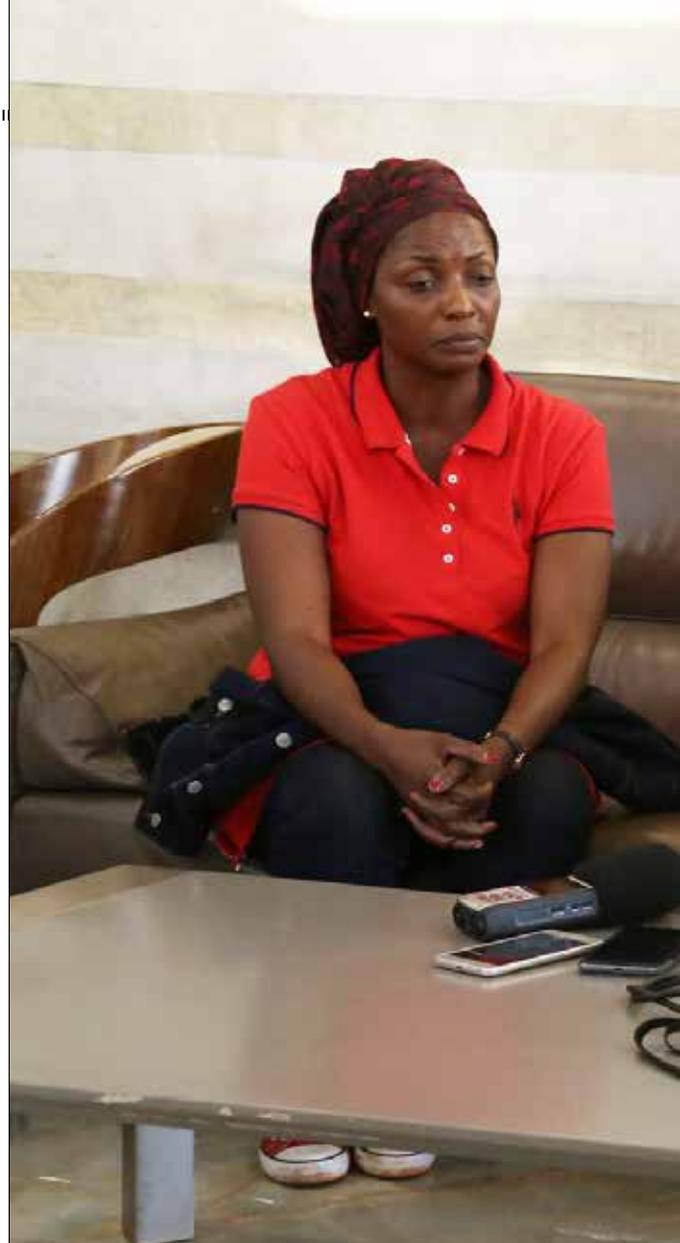
Une mission conjointe Gouvernement, autorités locales, MINUSCA et société civile, conduite par le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, Parfait Onanga-Anyanga, s'est rendue le 15 juillet 2017 dans le Sud-est du pays, respectivement à Zemio et Bangassou, villes sujettes à des violences intercommunautaires.

La délégation était composée, entre autres, du ministre des Affaires étrangères, Charles Arnel Doubane, de la Ministre des Affaires sociales et de la Réconciliation nationale, Virginie Baikoua, du commandant de la Force, le Général Balla Keita, des autorités locales et des membres de la société civile.

Selon la Ministre Virginie Baikoua, il était question de «rencontrer la population très affectée » par cette crise qui a enregistré le départ de tous les humanitaires, menacés et dépouillés de leurs biens et médicaments. « Aujourd'hui, il est question de retourner très rapidement à Zemio avec une feuille de route claire, pour apporter une assistance humanitaire ou sanitaire. Les ONGs humanitaires ne sont pas sur place, donc la première des choses, c'est de sécuriser, créer un corridor humanitaire pour permettre aux ONGs de repartir pour apporter assistance aux personnes déplacées ».

Cette « caravane de la paix » conduira la classe dirigeante centrafricaine et les partenaires du gouvernement dont la MINUSCA dans toutes les préfectures du pays touchées par les violences, afin de montrer à ces populations qu'elles ne sont pas seules. « Aujourd'hui, nous n'avons fait que commencer quelque chose que nous envisageons entreprendre sur le long terme, a dit Parfait Onanga-Anyanga, ajoutant : « autant nous déplorons toute cette destruction, autant il nous semble qu'il suffira de très peu pour réparer ce qui a été cassé (...) Il faut quand même rassurer la communauté nationale. Il n'y a pas la guerre à Zemio au moment que je vous parle bien qu'il y ait de la méfiance ».

Les populations civiles souffrent, et les protéger est la re-



MONTRER À CES POPULATIONS QU'ELLES NE SONT PAS SEULES.

sponsabilité partagée des autorités nationales et locales, avec le soutien total de la MINUSCA. Les attaques contre les humanitaires constitue une entrave grave à leur travail. Leur liberté de mouvement et d'action doivent être facilitée par l'ensemble des acteurs et sur toute l'étendue du territoire.

Au nom de la délégation, le chef de la MINUSCA a appelé à prendre toutes les mesures pour garantir cette liberté. « Nous devons tout faire pour assurer que les partenaires et les donateurs restent engagés pour aider les populations démunies », a-t-il également indiqué.

Cette visite est la première d'une série dans le cadre d'une « caravane de la paix » a pour objectif d'évaluer la situation sécuritaire et humanitaire, faire retentir leurs messages de paix et de cohésion sociale et souligner l'impérieuse nécessité du vivre-ensemble. ■



OMAR HILAË À L'ÉCOUTE DES FEMMES ET DES JEUNES CENTRAFRICAINS



Poursuivant sa visite, l'Ambassadeur Omar Hilale a effectué une série de rencontres, le 13 juillet avec les plateformes de femmes et de jeunes centrafricains.

En rencontrant les femmes regroupées au sein d'une plateforme, il leur a d'abord fait part de toute son admiration quant à leur engagement pour la paix : « je suis heureux de retrouver des femmes militantes pour la paix et qui ont confiance dans l'avenir », a-t-il dit.

Aux jeunes, le diplomate a donné l'occasion de s'exprimer sur leurs préoccupations et leurs attentes. La vice-présidente du Conseil national de la Jeunesse (CNJ), Pétula Derom, a, pour sa part, déclaré : « nous avons remarqué une légère amélioration de la sécurité malgré des pics de violence dans certaines régions. Ce qui est primordial pour la jeunesse c'est de promouvoir la paix et nous avons l'espoir de réussir à construire une Centrafrique réconciliée. » ■

LE CONTINGENT CAMEROUNAIS DÉPLOYÉ DANS L'OUEST DE LA RCA POUR ÉVITER LE VIDE SÉCURITAIRE

Le contingent camerounais a été déployé dans l'Ouest du pays pour remplacer les troupes congolaises dans cette zone. « La MINUSCA a pris des dispositions pour le bon déroulement de ce retrait. Nous sommes employés à éviter un vide. Déjà, les troupes camerounaises sont déployées sur le terrain et prennent position dans les zones occupées par le bataillon congolais », a indiqué la porte-parole par intérim de la Mission, Mme Ikavi-Gbétanou face à la presse locale et internationale, le 12 juillet 2017.

Le Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, a été personnellement en contact avec les plus hautes autorités congolaises et ont convenu du retrait ordonné de ce contingent. « Le Représentant spécial du Secrétaire général et chef de la MINUSCA, Parfait Onanga-Anyanga, en a informé les autorités du pays et obtenu leur appui pour que le désengagement de ce contingent ne soit pas confondu à un quelconque désengagement de la MINUSCA. La MINUSCA ne se désengage pas », a-t-elle rassuré pour conclure. ■

LA PRESSE CENTRAFRICAINE FORMÉE À LA COUVERTURE DES PROCÉDURES JUDICIAIRES



Débutés le 4 juillet 2017, les travaux de l'atelier de formation des journalistes centrafricains sur les procédures judiciaires se sont achevés le 7 juillet 2017. La cérémonie de clôture a été marquée par la présence du Président du Haut Conseil de Communication, José Richard Pouambi, du ministre de la justice Flavien Mbata, de l'ambassadeur de France, Christian Bader, et du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, Parfait Onanga-Anyanga.

Une quarantaine de professionnels issus de médias publics et privés centrafricains, mais aussi des enseignants et étudiants en journalisme du Département des sciences de communication et d'information (DSCI) de l'Université de Bangui et des attachés de presse d'institutions ont pris part à cet atelier organisé par la Maison de la Presse et des Journalistes (MPJ), l'Observatoire des Médias centrafricains (OMCA), sous le haut patronage du Haut Conseil de la Communication (HCC) avec l'appui de la MINUSCA et l'Ambassade de France en RCA. Pour les participants, « cette formation a été vraiment



édifiante ». Selon le rédacteur du quotidien l'Hirondelle, Bienvenu Paya, « au cours de ces quatre jours, j'ai acquis une solide expérience qui va me servir dans mes publications judiciaires ». Comme ses collègues, il a pris l'engagement solennel de lutter, à travers ses publications, contre l'impunité, et de couvrir désormais les procédures judiciaires en toute responsabilité, conformément aux règles d'éthique et de déontologie.

Quant au chef de la MINUSCA, il a réaffirmé aux journalistes la disponibilité constante de la Mission à les accompagner dans l'exercice de leur travail. « La MINUSCA reste déterminée à soutenir les médias pour une couverture équilibrée », a-t-il indiqué. Avant d'ajouter que « cette formation se tient à un moment important pour le pays, la mise en place de la Cour Pénale Spéciale. Cette période marque l'engagement de tous les centrafricains dans la lutte contre l'impunité et vous avez toute l'attention du peuple car vous êtes le relais. Pour cela, vous devez vous imposer une rigueur. » ■



LE REPRÉSENTANT SPÉCIAL À BANGASSOU POUR "TOUCHER LA RÉALITÉ"

Le Représentant spécial Parfait Onanga-Anyanga, s'est rendu le 6 juillet à Bangassou, chef-lieu de la préfecture du Mbomou, secourée depuis plusieurs mois par des violences.

« Nous sommes venus voir de nos propres yeux la réalité qui affecte la ville de Bangassou (...) Nous sommes aussi venus pour préparer la visite prochaine des plus hautes autorités centrafricaines », a-t-il indiqué le Représentant

spécial à l'entame de sa visite qui l'a conduit sur les différents sites ayant subi des dommages, ainsi que dans le camp des déplacés de la cathédrale de la ville.

Aux autorités locales et acteurs humanitaires rencontrés, il fait valoir que malgré le fait que la préfecture soit encore sous la pression des groupes armés, « nous voyons une lueur d'espoir à Bangassou. Nous sommes confiants sur le fait que les Centrafricains eux-mêmes trouveront les res-

sorts pour restaurer la cohésion sociale».

Il a rendu un hommage appuyé à l'évêque de Bangassou, Monseigneur Aguirre, et à toute son équipe « pour l'extraordinaire travail qu'ils ont accompli», principalement en faveur des personnes qui fuyant les combats et accueillies sur le site de la cathédrale, sans aucune considération religieuse ou sociale.

Le chef de la MINUSCA a enfin réitéré l'engagement de la com-



munauté internationale aux côtés des populations de Bangassou qui jadis faisait preuve d'une « cohésion sociale exemplaire. » « Il y a fort à faire, mais les solutions sont à notre portée ; et, parmi elles, redonner de l'espoir à la jeunesse désœuvrée », a conclu Parfait Onanga-Anyanga qui était accompagné, entre autres, du Commandant adjoint de la Force de la Mission, le Général Daniel Sidiki Traore, et de l'ambassadeur des États-Unis d'Amérique en RCA, Jeffrey Hawkins. ■



DES EX-COMBATTANTS REÇOIVENT LEURS CERTIFICATS DE FIN DE FORMATION DANS L'AGROPASTORAL



Ce sont 766 jeunes ex-combattants qui ont reçu, le 14 juillet 2017, leur parchemin après trois mois de formation dans le domaine agropastoral, à savoir, agriculture et élevage, dans le cadre du projet de Réduction de la Violence communautaire (CVR), mis sur pied par la MINUSCA et le gouvernement centrafricain. Ces lauréats font partie du second groupe de bénéficiaires de ce projet.

La cérémonie de remise de certificats s'est déroulée en présence des ministres de l'entrepreneuriat et des PME, Bertrand Touaboy, de l'Élevage, Yerima Mandjo, ainsi que du Chef de la section DDR de la MINUSCA, Jean-Marc Tafani, du Représentant de la FAO en Centrafrique, Jean-Alexandre Scaglia, du Chef de bureau de l'UNOPS, Razack Lawani et de nombreuses autres personnalités.

« La remise de ces certificats résulte des efforts du gouvernement centrafricain avec tous les partenaires ici présents. Les bénéficiaires doivent maintenant mettre à profit ce qu'ils ont appris pour tourner définitivement la page de la violence », informe le Chef de la section de DDR.

Le ministre de l'entrepreneuriat abonde dans le même sens et parle d'une opportunité qui est donnée à la Centrafrique pour sortir de l'ornière. « Cette formation fait partie du secteur primaire qui regroupe 80% de la population centrafricaine. Cette formation va non seulement aider ces jeunes à se réinsérer dans la société avec des objectifs, mais elle va aussi permettre à la population de bénéficier des retombées de ces pratiques acquises », dit-il.

L'un des bénéficiaires de ce programme, Mahamat Tahir, s'est dit conscient de cette opportunité qui leur est donnée et de l'espoir qui est placé en eux : « nous sommes et devons désormais être des exemples pour les autres combattants ». Un avis que partage Prisca Bialo, également bénéficiaire, qui se dit prête à relever le défi et à « tourner la page de la violence. »

Le projet de Réduction de violence Communautaire (CVR) vise à fournir des opportunités d'emploi aux ex-combattants et aux jeunes à risque associés aux groupes armés, de manière à contribuer aux efforts de stabilisation du pays. ■

► ► LA FORCE MINUSCA À BANGASSOU POUR PROTÉGER ET RASSURER LES CIVILS EN IMAGES





MINUSCA

EN LIGNE | ONLINE

Your one-stop source for news and information about Central African Republic and the UN. Available on smartphones

Votre site d'informations et d'analyses sur la Centrafrique et les Nations Unies. Disponible sur smartphones



Découvrez le nouveau site Internet de la Mission des Nations Unies en Centrafrique

Check out the new website of the UN Mission in the Central African Republic

<https://minusca.unmissions.org>

UN photo / Graphisme CPIO / MINUSCA

 <https://facebook.com/minusca.unmissions>

 https://twitter.com/UN_CAR

 <https://www.flickr.com/photos/unminusca/>